

BREVES HEBDOMADAIRES

CHINE CONTINENTALE

CONJONCTURE ([ici](#))

Prix : l'indice des prix à la consommation en juin reste au même niveau qu'en mai à 2,7%, tiré par la hausse des prix des aliments (fruits et porc); l'indice des prix à la production poursuit le ralentissement à 0,0% en juin en raison d'une baisse du prix du pétrole

ECONOMIE GENERALE ([ici](#))

Réserves de change: les réserves augmentent de + 18,2 Mds USD en juin à 3119 Mds USD
Investissement : les investissements directs à l'étranger de la Chine atteignent leur plus bas depuis 2014 au premier semestre 2019

BANQUE ET FINANCE ([ici](#))

Monnaie : l'ancien-gouverneur de la PBoC suggère que la réponse chinoise au Libra pourrait être une crypto-monnaie émise en s'inspirant de l'exemple donné par l'émission de la monnaie fiduciaire à Hong Kong

Banques : le rapport des services financiers pour les PME (2018) a été publié conjointement par la PBoC et la CBIRC

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE ([ici](#))

Guerre commerciale : appel téléphonique entre les négociateurs

INDUSTRIE ET NUMERIQUE ([ici](#))

Cybersécurité : le Département de l'intérieur américain autorise des drones de DJI

Coopération industrielle : Chongqing a accueilli la 7ème édition du Comité mixte franco-chinois pour l'industrie

Télécom: un rapport expose des liens entre les employés de Huawei et l'armée chinoise

Automobile : les ventes de véhicules augmentent en juin pour la première fois depuis 12 mois, alimentées par une liquidation des stocks

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS ([ici](#))

Transports aérien : Air China annonce une commande 20 avions Airbus A350-900

Transport aérien : la restructuration du groupe HNA concerne aussi ses intérêts au sein des compagnies aériennes chinoises

Transports : le Conseil des affaires d'Etat publie une nouvelle directive visant à redistribuer les compétences entre gouvernement central et gouvernements locaux en termes de responsabilités et de financement dans le secteur des transports

Développement durable : un système de refroidissement naturel au CO₂ sera utilisé lors des Jeux Olympiques d'hiver de Beijing 2022

Développement durable : le 3ème Forum international de haut niveau sur le développement urbain durable aura lieu à Chengdu du 15 au 17 juillet

HONG KONG ET MACAO ([ici](#))

Banque : Les introductions en bourse chutent au premier semestre 2019

Economie : L'agence de notation Moody's maintient la note « Aa2 » de Hong Kong



Banque : *La Hong Kong Monetary Authority (HKMA) ouvre une Académie de la finance*

Fin Tech : *L'Autorité Monétaire de Hong Kong (HKMA) et l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) ont signé un protocole d'accord afin de renforcer leur collaboration dans le domaine de l'innovation et des FinTech.*

Economie : *Macao augmente le salaire minimum légal*



CONJONCTURE

Prix : l'indice des prix à la consommation en juin reste au même niveau qu'en mai à 2,7%, tiré par la hausse des prix des aliments (fruits et porc); l'indice des prix à la production poursuit le ralentissement à 0,0% en juin en raison d'une baisse du prix du pétrole

En juin, l'indice des prix à la production (IPP) poursuit son ralentissement initié en mai à 0,0% en glissement annuel (g.a.) contre +0,6% en mai. Cette baisse s'explique par un ralentissement des sous-indices du secteur des matières premières (pétrole) et du secteur extractif (pétrole et gaz). Par contre, en raison de la récente augmentation de la demande de minerai de fer et de l'offre restreinte, le prix de l'industrie de l'extraction et du traitement des métaux ferreux a augmenté de 18,5% en g.a. Pour mémoire, la croissance en g.a. de l'IPP a ralenti largement depuis juin 2018, date à laquelle elle atteignait +4,7%.

L'indice des prix à la consommation (IPC) reste au même niveau qu'en mai à 2,7% en g.a. pour des raisons strictement conjoncturelles. La hausse des prix des aliments et de l'énergie expliquent en effet quasiment intégralement cette augmentation. En effet, l'inflation sous-jacente (hors prix de l'énergie et des aliments) se stabilise à +1,6% (g.a.) fin juin, soulignant une demande intérieure en berne. Le sous-indice des prix des aliments se hausse à +6,1 % en g.a. en juin (contre +5,8 % en mai), tiré par la très forte augmentation du prix des fruits à +42,7% en g.a. (contre +26% en mai) et du prix du porc à +21,1% en g.a. en juin (contre +18,2% en mai et -4,8% en février). Le responsable du Bureau des Statistiques, Dong Yaxiu, a attribué la hausse vertigineuse du prix des fruits principalement à la base de comparaison basse de l'année précédente et aux fortes pluies dans le sud de la Chine, qui ont nui à la récolte et au transport des fruits. Les prix du porc devraient poursuivre leur accélération dans les prochains mois avec la progression de la peste porcine africaine et le contingentement des importations.

A noter que l'inflation sous-jacente oscille entre +1,2% et +2,5% depuis fin 2010 selon les statistiques officielles chinoises. L'objectif d'inflation pour 2019, fixé par les autorités lors des assemblées législatives de mars, est de 3%.

Retour au sommaire ([ici](#))

ECONOMIE GENERALE

Réserves de change: les réserves augmentent de + 18,2 Mds USD en juin à 3119 Mds USD

Les réserves de change officielles chinoises ont augmenté de 18,2 Mds USD pour atteindre 3119 Mds USD fin juin, contre 3 101 Mds USD fin mai. Cette croissance est principalement due à la conversion du taux de change ainsi qu'à la hausse de la valeur des obligations. D'une part, l'indice Dollar est tombé de 1,5% en juin, ce qui a conduit à l'appréciation des autres monnaies dans les réserves (+10Mds USD de contribution) ; d'autre part, la valeur des obligations dans les réserves a augmenté du fait que le taux de rendement sur les bons du Trésor américain à 10 ans est revenu de 2,14% à 2% à fin juin.

Investissement : les investissements directs à l'étranger de la Chine atteignent leur plus bas depuis 2014 au premier semestre 2019

Le cabinet Baker McKenzie publie son rapport sur l'investissement direct chinois à l'étranger. Les sociétés chinoises ont investi pour un total de 12,3Mds USD en Europe et en Amérique du Nord au premier semestre 2019, en baisse de 20% en g.a, et au plus bas depuis 2014. Les investissements en Amérique du Nord représentent 3,3Mds USD, contre 9Mds USD en Europe.

Ce recul est principalement dû aux SOEs. Ainsi, les sociétés privées représentent 94% des investissements directs chinois à l'étranger au S1, contre environ 50% ces cinq dernières années. Les investissements chinois aux Etats Unis ont augmenté de 18% par rapport au S1 2018, en raison des montants historiquement faibles atteints en 2018, en raison de la guerre commerciale. Cette chute doit également être imputée à la politique de Pékin visant à contrôler les flux sortants de capitaux, pour préserver les réserves de change.

Les IDE chinois en Europe et aux Etats Unis se composent pour une large part d'importantes acquisitions, comme le rachat de l'équipementier sportif finlandais Amer par le chinois Anta pour 5,2Mds USD et le rachat d'Invista aux Etats Unis par Shandong Ruyi pour 1,6Md USD.

Retour au sommaire ([ici](#))

BANQUE ET FINANCE

Monnaie : l'ancien gouverneur de la PBoC suggère que la réponse chinoise au Libra pourrait être une crypto-monnaie émise en s'inspirant de l'exemple donné par l'émission de la monnaie fiduciaire à Hong Kong

Zhou Xiaochuan, gouverneur de la PBoC jusqu'en 2018, s'est exprimé sur le projet de Libra, développé par Facebook. Lors du symposium de la *State Administration of Foreign Exchange* (SAFE) cette semaine à Pékin, il a suggéré que des entités commerciales pourraient être autorisées à émettre des crypto-monnaies en s'inspirant de l'exemple hongkongais pour la monnaie fiduciaire, avec leurs actifs comme garantie. Ce discours demeure à ce jour la réaction officielle la plus développée au projet de Facebook, dont le *white paper* a été publié en juin. Cette communication fait suite à la réaction de Wang Xin, directeur de la recherche de la PBoC le 9 juillet lors d'un séminaire à la Peking University. Ce dernier indiquait alors que le gouvernement était particulièrement attentif à l'impact du Libra sur les services financiers, la politique monétaire, et la stabilité financière. Dans son discours, Zhou Xiaochuan a mis en avant les lignes directrices suivantes. Les crypto-monnaies ont souvent constitué des instruments de spéculation plutôt que de véritables instruments de paiement. Cependant, le Libra est différent à deux égards : (i) le projet inclut l'existence d'une réserve, et donc la garantie de la devise par des devises nationales ; (ii) le Libra apporte une solution aux transferts internationaux, spécifiquement dans les pays en développement dans lesquels de tels transferts sont coûteux et longs. A l'avenir, une devise comme le Libra pourrait devenir une devise internationale, voire la devise internationale de référence. Si l'ancien gouverneur de la PBoC n'exclut pas que le Libra soit dépassé par d'autres devises (« plus rigoureuses, plus stables, plus efficaces »), il considère cependant que le Libra pourrait constituer une menace pour le RMB et la gestion des réserves de change. Le gouverneur note que le Libra pourrait participer d'une dynamique similaire à celle de la dollarisation, à savoir la substitution de facto de devises fortes à la devise ayant cours légal.

Lors du séminaire de la Peking University, Wang Xin indiquait que la PBoC était en train d'accélérer son calendrier de travail devant aboutir au lancement d'une monnaie digitale. Questionné par le journal China Daily, Wang Xin ajoute « tout est actuellement en discussion ». L'ancien-gouverneur de la PBoC a initié le projet de crypto-monnaie nationale dès 2014 : le DCEP. Il a souligné que des devises pouvaient être émises aussi bien par la banque centrale que par des entités privées. Il a pris l'exemple de banques installées à Hong Kong –Bank of China HK, HSBC, Standard Chartered – qui émettent des billets de banque en leur nom propre et détiennent des avoirs en USD pour en garantir la base monétaire. A Hong Kong, la HKMA (HK Monetary Authority) s'assure que le HKD fluctue autour de 7,8 par rapport à l'USD. Lors de son allocution, Zhou Xiaochuan n'a pas précisé à quel genre « d'entités privées » il faisait référence.

La question est de savoir si des géants technologiques comme Alibaba ou Tencent seraient amenés à participer à l'émission d'une devise, ou si l'ancien gouverneur ne songeait qu'aux banques commerciales et à la banque centrale. Il a également pointé du doigt l'impact important que pourrait avoir le Libra sur les transactions transfrontalières et les infrastructures de paiement. S'exprimant à la suite de Zhou Xiaochuan, le directeur de la recherche de la PBoC, Wang Xin, s'est inquiété de ce que Libra pourrait renforcer l'hégémonie du dollar. Il a déclaré : « Si le Libra est étroitement associé à l'USD, cela pourrait aboutir à un scénario dans lequel les devises souveraines coexisteraient avec des monnaies digitales centrées sur le dollar ».

Banques : « le rapport des services financiers pour les PME (2018) » a été publié conjointement par la PBoC et la CBIRC

La PBoC et le régulateur des banques et des assurances (CBIRC) ont publié conjointement pour la première fois « le rapport des services financiers pour les PME (2018) » en soulignant les avancées réalisées :

- **Croissance des prêts accordés** : à fin 2018, l'encours des prêts accordés aux PME a atteint 26000 Mds RMB, représentant 32,1% du total des prêts accordés aux entreprises, soit une hausse de 1687Mds RMB (+7,2%) par rapport à fin 2017. L'encours des prêts dans le cadre de la finance inclusive pour les entités petites et moyennes (les prêts inférieurs à 5M RMB accordés aux PME et aux particuliers pour des raisons opérationnelles) a atteint 8000Mds RMB, soit une augmentation de 18% par rapport à fin 2017.
- **Expansion des emprunteurs** : à fin 2018, le nombre des emprunteurs PME a atteint 2,37M, soit une augmentation de 30,9%, et le nombre des emprunteurs dans le cadre de la finance inclusive a atteint 17,93M, soit une croissance de 35,2% par rapport à fin 2017.
- **Amélioration de la répartition des prêts** : à fin 2018, les crédits ont atteint 12,5% du total des prêts dans le cadre de la finance inclusive pour les entités petites et moyennes (les deux autres catégories sont les prêts de garantie et les prêts de gage qui représentaient 35,6% et 52,0% respectivement du total à fin 2018), soit une hausse de 6,3 points de base par rapport à fin 2017. Les grandes et moyennes banques ont fortement accru leurs prêts dans le cadre de la finance inclusive en réalisant les croissances de 22,8% et 20,7% respectivement. En matière de secteurs, les croissances de l'encours des prêts dans le cadre de la finance inclusive du secteur de services, TMT (technologie, média et télécommunication) et recherche scientifique ont atteint respectivement 28%, 36% et 45%.
- **Baisse des coûts de financement** : à fin 2018, le taux d'intérêt moyen des prêts accordés aux PME par les institutions financières était de 6,16%, soit une baisse de 39 points de base, à laquelle les 6 grandes banques d'Etat et 18 principales banques commerciales ont contribué le plus, avec des baisses de 111 points de base et 114 points de base respectivement en moyenne.

Les chiffres publiés par la CBIRC en 2019 s'inscrivent dans la même tendance qu'en 2018. A fin mai 2019, l'encours des prêts accordés dans le cadre de la finance inclusive (les prêts inférieurs à 10M RMB accordés aux PME et aux particuliers pour des raisons opérationnelles)¹ a atteint 10300Mds RMB, soit une augmentation de 21% ; le nombre des emprunteurs dans le cadre de la finance inclusive a atteint 23,63M, soit une augmentation de 35,4%.

A noter qu'à fin mai 2019, les 5 grandes banques d'Etat (*Bank of China, China Construction Bank, Agricultural Bank of China, Industrial and Commercial Bank of China et Bank of Communications*) ont contribué à une croissance de 23,7% de l'encours des prêts dans le cadre de la finance inclusive par rapport à fin 2018 à un taux d'intérêt moyen de 4,79%, soit une réduction de 65 points de base. Néanmoins, le ratio des créances douteuses moyen des prêts dans le cadre de la finance inclusive est de 5,9%, soit un niveau beaucoup plus élevé que les prêts accordés aux entreprises de taille grande et moyenne. A cet égard, les petites et moyennes banques sont confrontées à la pression des grandes banques d'Etat qui attirent les anciens clients PME des petites et moyennes banques en leur accordant des taux d'intérêt moins élevés² que les petites et moyennes banques.

¹ La PBoC a ajusté le critère de la finance inclusive en élevant le montant des prêts accordés de 5M à 10M

² Normalement, le taux d'intérêt des prêts = coût du capital + ratio des créances douteuses + 1 ou 2 points de base



Pour mémoire, dans le rapport de travail gouvernemental annoncé par le premier ministre LI Keqiang en mars 2019, le Conseil des affaires d'Etat a fixé des objectifs aux 5 grandes banques d'Etat pour cette année: i) les prêts accordés aux PME ont doivent enregistrer une croissance de 30% ii) le coût du financement des PME doit baisser de 100 point de base.

Retour au sommaire ([ici](#))



ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

Guerre commerciale : appel téléphonique entre les négociateurs

Les négociateurs chinois et américains ont tenu leur premier entretien téléphonique, le 9 juillet, depuis la rencontre des Présidents Xi et Trump en marge du G20 d'Osaka (voir brèves de la semaine du 1^{er} juillet). Côté chinois, l'agence de presse officielle *Xinhua* relève, pour la première fois depuis le lancement des négociations, que le négociateur en chef Liu He était secondé par le ministre du Commerce Zhong Shan (événement qualifié de « normal » par le porte-parolat du ministère du Commerce). Aucun détail n'a été fourni sur le contenu des discussions, ni sur la date d'une éventuelle nouvelle rencontre entre les négociateurs. En parallèle, les services du représentant américain au Commerce (USTR) ont annoncé le 9 juillet avoir répondu favorablement aux demandes d'industriels américains pour exempter 110 produits (dont certains équipements médicaux) du champ des tarifs américains imposés aux importations chinoises depuis juillet 2018 ([voir brèves de la semaine du 9 juillet 2018](#)). Il s'agit de la sixième salve d'exemptions décidée par l'USTR sur cette tranche de produits. La même semaine, le secrétaire au Commerce américain Wilbur Ross a réitéré que l'entreprise Huawei ne serait pas retirée de l'*Entity List* ([voir brèves de la semaine du 13 mai](#)), mais que des licences d'exportation seraient délivrées à des entreprises américaines pour des transactions « ne menaçant pas la sécurité nationale ». Le ministère chinois du Commerce a appelé l'administration américaine à « véritablement mettre en œuvre ses engagements » et à « supprimer les sanctions vis-à-vis des entreprises chinoises telles que Huawei dès que possible ». Enfin, sur *Twitter* le 11 juillet, le Président américain a, de son côté, accusé la Chine de ne pas respecter les promesses d'achat de biens agricoles américaines auxquelles elle se serait engagée à Osaka. Les autorités chinoises n'ont pas encore réagi.

[Voir le tweet de Donald Trump](#)

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

INDUSTRIE ET NUMERIQUE

Cybersécurité : le Département de l'intérieur américain autorise des drones de DJI

Deux des produits majeurs développés par l'entreprise chinoise DJI et destinés à un usage gouvernemental ont reçu, mardi 9 juillet, l'agrément du *Department of Interior* américain. Cette décision est l'aboutissement d'une procédure de tests ayant duré 15 mois visant à évaluer le niveau de sécurité du stockage des données produites par les aéronefs.

Cette annonce va néanmoins à l'encontre des annonces faites ces dernières années par les autorités américaines au sujet de DJI, qui laissaient entendre que le fabricant chinois risquait d'être intégré à la « liste des entités » présentant un risque pour la sécurité nationale. En août 2017, l'armée américaine avait annoncé abandonner l'utilisation de drones DJI, utilisés en Syrie ainsi que pour certaines opérations civiles. En novembre 2017, les suspicions avaient été ravivées par la publication d'un mémo daté du mois d'août du *Los Angeles office of the Immigration and Customs Enforcement Bureau* (ICE) affirmant « avec un haut degré de confiance » que DJI transmettrait au gouvernement chinois les données sur certaines infrastructures critiques américaines (réservoirs, voies ferrées, usines de munition etc.) recueillies sur ses serveurs.

En réaction à ces accusations, le groupe DJI a annoncé en juin 2019 qu'il assemblerait une partie de ses produits destinés au marché américain en Californie, dans la continuité de l'installation d'un centre de recherche et développement à Palo Alto dès 2015. Des détails avaient également été communiqués quant au développement d'une gamme *government edition* sécurisée, dont les caractéristiques empêchent le transfert des données sans fil, limitant ainsi considérablement le risque de transmission ou fuite de données, notamment vers la Chine.

Créée en novembre 2006 à Shenzhen, DJI est le leader mondial des drones civils. Avec des parts de marché estimées à 70%, l'entreprise s'y trouve même en situation de quasi-monopole. D'après les chiffres communiqués par l'entreprise, 80% du chiffre d'affaires de DJI serait ainsi réalisé à l'étranger bien que la Chine demeure son marché le plus important. En 2017, la société avait bénéficié d'une croissance extrêmement rapide, qui se poursuit à ce jour : DJI déclare ainsi avoir enregistré un chiffre d'affaires de 18 Mds CNY (2,3 Mds EUR) cette année-là, en croissance de 80% en glissement annuel, pour un total d'un millions de drones vendus.

Coopération industrielle : Chongqing a accueilli la 7ème édition du Comité mixte franco-chinois pour l'industrie

Le 5 juillet 2019 était organisée à Chongqing – pour la première fois en dehors de Pékin ou Paris – la 7ème édition du Comité mixte franco-chinois pour l'industrie entre le ministère chinois de l'Industrie et des Technologies de l'information (MIIT) et la Direction générale des entreprises (DGE). Une table ronde sur l'« industrie du futur » a été l'occasion de rendre publique une seconde liste, faisant suite à une première publiée en 2017, de neuf projets pilotes franco-chinois (7 projets industriels et 2 projets de formation) devant près de 300 participants. Une cérémonie de signature de contrats commerciaux (PSA, Fives) et des « panels de discussion » ont également permis d'offrir de la visibilité à l'offre industrielle française.

La veille, le 4 juillet, s'était tenu le groupe de travail franco-chinois sur l'industrie verte qui a permis de souligner les ambitions communes à la France et à la Chine en matière d'industrialisation durable et

d'économie circulaire et de mettre en exergue les initiatives menées dans cette direction par des entreprises françaises (Air liquide, Suez et Schneider Electric) et chinoises.

Le choix de la partie chinoise d'organiser le Comité mixte dans la municipalité autonome de Chongqing n'est pas anodin : située dans l'ouest du pays, Chongqing est l'une des principales bases industrielles chinoises, portée notamment par l'industrie lourde, l'automobile, l'électronique ainsi que la chimie et la pétrochimie. Le ralentissement de l'activité industrielle (+3% en 2018), dû notamment au retournement du marché automobile chinois à partir de mai 2018 (la valeur ajoutée de la production automobile a elle-même chuté de 17,3% en 2018), a porté un coup sévère à sa croissance économique au cours des deux dernières années. L'année 2017 a d'abord marqué la fin d'une décennie de croissance à deux chiffres, puis, en 2018, la croissance s'est révélée inférieure à la moyenne nationale (+6%). La municipalité, qui cherche à stimuler la montée en gamme de son économie, a identifié plusieurs secteurs industriels comme stratégiques et prioritaires : les véhicules intelligents, les nouvelles technologies (intelligence artificielle, IOT, robots...), les nouveaux matériaux, les équipements industriels, ainsi que la médecine et les biotechnologies.

[Consulter la deuxième liste \(2019\) des projets pilotes industriels franco-chinois publiée à Chongqing sur le site de la Direction générale des entreprises](#)

Télécom: un rapport expose des liens entre les employés de Huawei et l'armée chinoise

Une étude publiée début juillet par Christopher Balding, du *think tank* britannique Henry Jackson Society, révèle que les employés de Huawei et l'Armée populaire de libération (APL) seraient « plus étroitement liés qu'on ne le pensait auparavant ». Ce rapport se base notamment sur l'analyse de 25 000 CV des collaborateurs du groupe, parmi lesquels une centaine ont des connections avec l'armée ou des agences de renseignement et 11 ont été diplômés de l'Université d'ingénierie de l'information, considérée par The Telegraph comme le centre de recherche chinois sur la guerre de l'information. De nombreux cas individuels d'employés travaillant conjointement pour une institution militaire et Huawei ont par ailleurs été mis en avant. Huawei s'est défendu en soulignant que ces données n'étaient pas vérifiables, Christopher Balding ayant refusé de publier sa base de données. Le groupe chinois a en outre affirmé que toute entreprise d'une telle taille dans le secteur des télécoms était susceptible d'avoir parmi ses collaborateurs d'anciens employés du gouvernement.

Les suspicions concernant les liens de Huawei avec l'armée chinoise ne sont pas nouvelles. Le PDG et fondateur du groupe, Ren Zhengfei, a lui-même servi dans l'APL entre 1974 et 1983. Liang Hua, président du groupe, et Song Liuping, directeur juridique, ont quant à eux suivi l'ensemble de leur formation académique dans des institutions proches de l'APL, à savoir respectivement l'Institut de recherche militaire chinois de l'Université polytechnique du Nord-Ouest et l'Université nationale des sciences et technologies de la défense. Par ailleurs, Huawei n'étant pas coté, son actionnariat reste largement opaque. Enfin, les dispositions de l'article 14 de la loi sur le renseignement, qui obligent les entreprises chinoises à coopérer avec les services de renseignements du pays, contribuent également à alimenter les inquiétudes américaines sur des risques d'espionnage liés à la possible présence de « portes dérobées », permettant la transmission de données sensibles au gouvernement chinois, au sein des équipements télécoms du groupe. Ren Zhengfei a profité d'une interview accordée au magazine Le Point le 4 juillet 2019, pour démentir l'existence de telles portes dérobées et assurer que Huawei était prêt à signer « à tout moment » un accord de non-espionnage avec la France et l'Europe.

Pour rappel, Donald Trump a annoncé le 29 juin au sommet d'Osaka que les entreprises américaines pourraient continuer de vendre à Huawei leurs équipements non critiques *via* l'obtention d'autorisations. Huawei reste cependant intégré à la « liste des entités » considérées comme présentant une menace pour la sécurité nationale. Cette inclusion limite très fortement la possibilité pour les entreprises américaines, ou utilisant un certain niveau de propriété intellectuelle américaine, de coopérer avec Huawei.

Automobile : les ventes de véhicules augmentent en juin pour la première fois depuis 12 mois, alimentées par une liquidation des stocks

Les ventes de berlines, véhicules utilitaires, mini-fourgonnettes et véhicules polyvalents ont augmenté de 4,9% en juin 2019 en glissement annuel, pour atteindre à 1,8 million d'unités vendues, selon les chiffres préliminaires publiés lundi 8 juillet par la *China Passenger Car Association* (PCA). Il s'agit de la première augmentation mensuelle depuis mai 2018.

Malgré les commentaires de Cui Dongshu, secrétaire général de la PCA, qui a qualifié les résultats de juin d' « inspirants », il semble que ces derniers aient surtout été gonflés par des réductions massives offertes aux consommateurs. Selon les médias locaux, certains concessionnaires ont réduit leurs prix de 50% au cours des dernières semaines afin de vider leurs stocks des nombreux véhicules qui ne répondent pas aux nouvelles normes environnementales. Au niveau national, les standards plus stricts annoncés par le Ministère de l'écologie et de l'environnement (MEE) en décembre 2016, n'entreront en vigueur que le 1^{er} juillet 2020 mais 18 gouvernements locaux, parmi lesquels Pékin, Shanghai, le Hebei et le Guangdong ont avancé cette date au 1er juillet 2019.

Il est à noter que les ventes de véhicules à énergies nouvelles continuent à augmenter malgré la baisse des subventions intervenue cette année. Ces chiffres témoignent d'une transition d'un modèle reposant sur des incitations publiques vers des mécanismes de marché. Cette adaptation est notamment favorisée par l'expansion rapide de la demande de VTC et taxis.

Retour au sommaire ([ici](#))

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

Transports aérien : Air China annonce une commande 20 avions Airbus A350-900

Airbus négociait avec Air China la **conclusion d'une commande de 20 appareils de type A350** depuis plusieurs mois, notamment lors des préparatifs de la visite du président chinois en France en mars dernier. Pour rappel, l'accord général du 25 mars 2019 (General Terms Agreement, GTA), signé à cette occasion entre la China Aviation Supplies Holding Company et Airbus, portait sur la validation de commandes de 290 appareils de la famille A320, mais contenait en outre une autorisation pour la validation de 10 appareils de type A350, sans que ce volume ne soit clairement rattaché aux différents contrats commerciaux conclus préalablement par Airbus avec les compagnies chinoises. L'annonce de l'achat par Air China de 20 appareils A350-900 (valeur estimée à 6 Mrd € environ au prix catalogue) intervient dans le **contexte des tensions sino-américaines**, alors que les rumeurs d'importants contrats aéronautiques entre Boeing et la Chine sur le marché des gros porteurs n'ont toujours pas été concrétisées. Avec cette décision d'acquérir vingt nouveaux appareils A350, Air China verra sa flotte s'élever à 30 avions de ce type, après les 10 appareils dont dispose déjà la compagnie, qui fut d'ailleurs **la première en Chine à passer commande à Airbus, dès 2010**. Les livraisons de ces 20 nouveaux appareils, qui pourraient intervenir entre 2020 et 2022, devront en principe faire l'objet d'une validation par GTA, lequel serait signé à l'occasion d'une nouvelle rencontre bilatérale à haut-niveau, ce type de contrat n'étant habituellement validés que lors de visites d'Etat. A noter enfin qu'Air China **déployera dès le mois prochain l'un de ses Airbus A350-900** sur le premier de ses deux vols quotidiens **entre Pékin et Paris**

Transport aérien : la restructuration du groupe HNA concerne aussi ses intérêts au sein des compagnies aériennes chinoises

Le groupe HNA, grevé d'une lourde dette estimée à plus de 80 Mds USD, a restructuré sa participation dans la compagnie aérienne *Beijing Capital Airlines* le 28 juin 2019, accentuant sa stratégie de désinvestissement qui ne ciblait pas jusque alors ses actifs dans le transport aérien en Chine (cession d'environ 300 Mds CNY, 45 Mds USD). Le *Beijing Tourist Group* (BTG), dépendant de la municipalité de Pékin et déjà présent au capital de l'entreprise à travers une filiale, devient par conséquent détenteur de 89% des actions de cette compagnie aérienne, dont la flotte compte 85 avions Airbus et qui opère 80 routes domestiques et internationales. BTG laisse toutefois HNA (propriétaire des 11% restant) gérer la compagnie aérienne, en raison de son expertise.

Depuis fin 2018, HNA procède à des montages similaires pour des filiales de moindre importance : la municipalité d'Urumqi devient l'actionnaire principal d'*Urumqi Air* tandis que les autorités locales du Guangxi deviennent actionnaires majoritaires de *GX Airlines* et celles de Chongqing de *West Air*. A l'instar du schéma présenté ci-dessous, HNA reste gestionnaire de ces compagnies mais en cède le contrôle financier, dans le but d'écarter ces entreprises du risque systémique représenté par la situation financière du groupe. Les collectivités locales chinoises justifient leurs investissements comme un moyen de favoriser le développement économique de leurs régions.

A mesure qu'HNA cède ses activités, ses revenus disponibles pour servir sa dette restante diminuent. Mais face à une rentabilité du transport aérien en baisse générale à cause, notamment de l'augmentation des charges de carburants, les observateurs s'interrogent sur la pérennité de ses autres investissements dans le transport aérien au niveau international, en particulier dans la compagnie

française *Aigle Azur*. En effet, Le groupe chinois, qui avait racheté *Servair* en 2016 au groupe Air France via la société suisse *Gategroup*, a cédé l'intégralité de ses parts à RCJ Capital (fonds singapourien et hongkongais), qui contrôle désormais de fait la société de catering. Ces derniers mois, HNA avait également procédé à la cession de ses actifs dans *Azul* et *TAP*. Enfin les parts que le groupe détenait dans la low-cost *Hong Kong Express* ont récemment été acquises par *Cathay Pacific*.

Transports : le Conseil des affaires d'Etat publie une nouvelle directive visant à redistribuer les compétences entre gouvernement central et gouvernements locaux en termes de responsabilités et de financement dans le secteur des transports

Le 26 juin, le Conseil des affaires d'Etat a émis une nouvelle directive visant à réorganiser les responsabilités y compris en termes de financements dans le secteur des transports et, plus précisément, concernant les autoroutes, les voies fluviales, les projets ferroviaires, l'aviation civile et les services postaux. De manière générale, le document attribue au gouvernement central le rôle de planificateur, responsable de la macro-gestion, l'orientation politique, la supervision et l'évaluation des projets tandis que les gouvernements locaux ont, dans la plupart des cas, un rôle d'exécutant, et sont responsables de la construction, de la maintenance, de la gestion et des dépenses des projets. Dans le cas du ferroviaire et des services postaux, la directive précise que les gouvernements locaux ont également une responsabilité environnementale, le document les enjoignant à contrôler les pollutions et à préserver l'environnement autour de ces projets. S'agissant des aéroports, il est intéressant de noter cependant que l'administration centrale conserve le statut d'autorité gestionnaire principale des aéroports de Pékin (Capital et Daxing), de Tianjin, mais aussi de ceux du Tibet et de Luoyang. Ces mesures entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2020.

Pour mémoire, le financement du secteur des transports national est un sujet d'attention pour la Chine, le pays cherchant à mieux encadrer les financements de projets et à diversifier les sources de financement associées à ceux-ci. En début d'année, plusieurs articles avaient été publiés sur la dette grandissante liée aux projets du secteur ferroviaire, dette en partie portée par l'entreprise d'Etat CRC. L'entreprise d'Etat avait ensuite communiqué sur une série de mesures visant à restructurer l'entreprise.

[Voir le plan en chinois](#)

Développement durable : un système de refroidissement naturel au CO2 sera utilisé lors des Jeux Olympiques d'hiver de Beijing 2022

Lors de la 134^{ème} Assemblée du Comité international des Jeux Olympiques (JO) le 25 juin dernier, M. ZHANG Jiandong, vice-Président du Comité de l'organisation des JO d'hiver de Pékin en 2022, s'est engagé à des Jeux économes, intelligents et verts. Un système de refroidissement naturel au CO₂ sera utilisé sur la plupart des sites de Beijing 2022 accueillant des sports de glace, au lieu des gaz de type CFC ou HCFC, dont l'impact sur la dégradation de la couche d'ozone est connu. Ce sera la première fois qu'une telle technologie est utilisée en Chine et aux Jeux Olympiques. On estime que ce système de refroidissement naturel devrait permettre une réduction des émissions équivalente à l'empreinte annuelle de près de 3 900 voitures (soit plus de 26 000 tonnes CO₂-eq).



Développement durable : le 3ème Forum international de haut niveau sur le développement urbain durable aura lieu à Chengdu du 15 au 17 juillet

Dans le contexte de mise en œuvre des orientations du Sommet sur les "Nouvelles Routes de la Soie", le 3ème Forum international de haut niveau sur le développement urbain durable des villes aura lieu à Chengdu du 15 au 17 juillet. Ce Forum, sous l'égide de la Commission nationale du développement et de la réforme (en anglais : NDRC), est conjointement organisé avec le Centre de la réforme et du développement des villes, UN Habitat et la municipalité de Chengdu.

Sous le thème « Promouvoir un développement vert à travers le dialogue international », le forum se concentrera cette année sur les enjeux du développement des métropoles, sur l'intégration urbaine et rurale, sur le concept de *park city* ou sur la place des enfants dans les métropoles, ainsi que, plus généralement sur les questions de résilience urbaine.

Par ailleurs, un certain nombre d'événements se tiendront en parallèle, parmi lesquels on peut retenir l'organisation d'une table ronde de l'Union des villes durables des nouvelles routes de la soie, ou le Forum sino-canadien-africain sur développement urbain durable.

Retour au sommaire ([ici](#))

HONG KONG et MACAO

Banque : Les introductions en bourse chutent au premier semestre 2019

Les introductions en bourse ont chuté de 27% au premier semestre par rapport à l'an dernier, pour s'établir à 8,9 Mds USD. A titre de comparaison, les IPO réalisées à la Bourse de New York ont rapporté significativement plus (17,4 Mds USD au New York Stock Exchange et 14,4 Mds USD au Nasdaq à la même période) et lui ont permis de prendre la tête du classement des IPO au premier semestre 2019. Au cours du mois de juin, deux IPO prévues ne se sont pas concrétisées, le promoteur immobilier *ESR Cayman* retirant son offre (1,24 Mds USD), tandis que *Hutchison China MediTech*, spécialisé dans le traitement des cancers, a retardé son introduction. Les IPO prévues d'Alibaba et d'AB InBev, qui pourraient lever respectivement jusqu'à 20 Mds USD et 9,8 Mds USD, pourraient néanmoins permettre à Hong Kong de conserver sa première place à la tête du classement, regagnée en 2018.

Economie : L'agence de notation Moody's maintient la note « Aa2 » de Hong Kong

L'agence de notation Moody's a réaffirmé le 5 juillet la note « Aa2 » de Hong Kong, en raison des importantes réserves budgétaires de Hong Kong (1,2 Mds HKD, soit 40% du PIB) et d'une dette publique très faible (3,7% du PIB en 2018). Cette décision démontre les capacités de Hong Kong à résister à de potentiels chocs financiers et à relever des défis structurels, dans un contexte de vieillissement de la population, de ralentissement du commerce mondial et de tensions entre les Etats-Unis et la Chine. L'agence souligne néanmoins qu'une érosion de l'indépendance politique et économique de Hong Kong affaiblirait sa force institutionnelle et présenterait un risque pour sa stabilité, et provoquerait de fait une baisse de sa note (l'écart avec la note de la Chine continentale, « A1 », se réduirait alors). Elle prévoit en outre un ralentissement du PIB à 2,3% en 2019 contre 3% en 2018, mais prévoit d'ores et déjà une remontée autour de 2,7% en 2020.

Banque : La Hong Kong Monetary Authority (HKMA) ouvre une Académie de la finance

Ce projet annoncé dans le discours de politique générale 2018-2019 vient de se concrétiser, avec l'inauguration officielle de l'Académie de la finance par le Président de HKMA Norman Chan et le Ministre des finances, Paul Chan. L'Académie a pour objectif de devenir un centre d'excellence pour développer les compétences des cadres de l'industrie financière et un centre de recherche sur les sujets monétaires et financiers. M Chan a notamment souligné le besoin de développer les compétences dans le domaine de la finance verte et des Fintech pour assurer la compétitivité de la place financière de Hong Kong. L'institut existant (Hong Kong Institute for Monetary Research, HKIMR) devient une filiale de cette nouvelle entité.

Fin Tech : L'Autorité Monétaire de Hong Kong (HKMA) et l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) ont signé un protocole d'accord afin de renforcer leur collaboration dans le domaine de l'innovation et des FinTech.

La HKMA et l'ACPR (Banque de France) ont conclu le 5 juillet 2019 un protocole d'accord en vue de partager leur expertise sur la réglementation de la finance numérique et l'accompagnement des entreprises financières innovantes. Les deux autorités ont indiqué souhaiter créer un environnement favorable au développement des services bancaires innovants et intelligents, tout en veillant à garantir la stabilité financière et la protection des consommateurs dans leurs marchés respectifs.

Economie : Macao augmente le salaire minimum légal

Lundi 8 juillet 2019, l'Assemblée législative de Macao s'est prononcée en faveur du projet de loi sur l'augmentation du salaire minimum. Le salaire minimum sera de 32 patacas par heure (soit 3,50€/heure), de 256 patacas par jour (28,40€/jour), 1 536 patacas par semaine (170€/semaine) ou 6 656 patacas (740€/mois). Le gouvernement révisera le montant du salaire minimum tous les deux ans. 26 600 employés pourraient bénéficier de cette loi.

Retour au sommaire ([ici](#))

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : S.E.R. de Pékin et Service Economique de Hong Kong

Adresse : N°60 Tianzelu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 BEIJING – PRC, CP 100600

Rédigé par : Camille Bortolini, Furui Ren, Christine Zhang, Antoine Moisson, Thomas Harbor, Lianyi Xu, Antoine Bernez, Ghislain Lunven, Dominique Grass,

Revu par : Estelle Jacques, Pierre Martin, David Karmouni, Dominique Grass

Responsable de publication : Philippe Bouyoux